

OMB

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0. 50 F.

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYTE — PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI — PRIX

Suite page 2

8^{ème} supplément au mensuel N° 75

GUADELOUPE

BÂTIMENT : QUEL RÉSULTAT APRÈS 22 JOURS DE "GRÈVES À RÉPÉTITION" ?

Mercredi 29 et jeudi 30, une nouvelle "grève de harcèlement" de 48 H doit être effectuée dans le Bâtiment, à l'appel de l'intersyndicale (CGTG, FDT, FTG, FO B-T). Les syndicats réclament toujours 11,40 % d'augmentation, concernant la période de septembre 76 à mai 77, ou plutôt 8,90 %, 2,5 % ayant été accordés ce mois-ci par les patrons.

Les syndicats annoncent presque fièrement que 22 jours de grève ont été effectués depuis le mois de février, et qu'ils continueront jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Cet optimisme des dirigeants syndicaux mérite cependant d'être modéré, pour ne pas dire plus.

En effet, quel résultat après ces 22 jours (plus de trois semaines !) de grève ? Pratiquement rien, les 2,5 % consentis en juin étant en fait prévus depuis longtemps. Les patrons ne semblent pas telle-

ment affectés par le mouvement, leurs commandes subissant certes un délai supplémentaire, mais n'étant pas bloquées.

Dans le même temps, le mouvement des travailleurs est brisé en une série de petites grèves de 24 ou 48 H, qui interdisent toute réelle mobilisation, toute organisation des travailleurs dans le sens d'une prise en main de leur propre mouvement. Ce type de grève, qui invite les travailleurs à rester chez eux pendant une journée ou deux, ne peut qu'aboutir à une baisse de la combativité. Vingt-deux jours de grève illimitée n'auraient pas coûté plus cher et auraient eu un tout autre effet sur les patrons et sur le moral des travailleurs en lutte.

Il est temps que ceux-ci se décident à effectuer un mouvement d'ensemble, le seul qui puisse faire céder les patrons de façon conséquente.

INCIDENT JALTON-MITTERRAND : un avant-goût du comportement futur de Mitterrand et de la gauche

Lors du congrès socialiste de Nantes, un incident a opposé le député-maire des Aïtyes Frédéric Jalton au leader du PS, François Mitterrand.

Ce dernier a refusé d'accorder un tour de parole à Jalton et à un autre représentant des DOM-TOM. En fait, cela se comprend aisément, pour Mitterrand il s'agissait tout simplement lors de ce congrès de se faire plébisciter. Donc il fallait à tout prix éviter toute discussion sur un quelconque problème épineux qui risquait de diviser les rangs du PS.

D'autant que la position défendue par Jalton, l'opposition systématique à l'autonomie, pouvait ajouter

aux difficultés que le PS rencontre déjà en France avec ses alliés communistes. En refusant de donner la parole à Jalton, Mitterrand n'a pas manifesté un désaccord sur le fond avec ce dernier, concernant les DOM-TOM. Il a tout simplement jugé inopportune une telle intervention. Cela dit, l'attitude de Mitterrand à l'égard de l'un des siens illustre bien ce que pourra être son comportement vis-à-vis de tous ceux qui ne partageront pas son point de vue dans l'avenir, c'est-à-dire un comportement antidémocratique et qui consistera à étouffer toute opposition plutôt qu'à dialoguer.

bas. La CGTG estime que tel doit être le SMIC en Guadeloupe. La grande majorité des ouvriers d'usine ne touchent pas ce salaire. Alors c'est peut-être l'occasion de se battre pour le toucher.

LES PLANTEURS DE CANNE NE BÉNÉFICIERONT PLUS DES MÊMES PRIMES POUR LA REPLANTATION

Le service départemental de l'agriculture vient de modifier le mode d'attribution des primes qui étaient accordées aux planteurs pour la replantation. Ceux-ci percevaient 800 F à l'hectare pour replanter leurs cannes. Cette année, des primes allant de 1500 à 100 F à l'ha leur seront attribuées suivant la qualité des champs. Il s'agit, pour le service départemental de l'agriculture de réduire les sommes accordées pour la replantation, car nombreux sont ceux qui toucheront le minimum, c'est-à-dire 100 F.

De nombreux planteurs ne seront plus en mesure de replanter et abandonneront la canne. De telles mesures n'ont rien d'étonnant. Ce sont ces mêmes fonds accordés pour l'aide à la replantation, qui ont été en grande partie utilisés pour l'augmentation du prix de la tonne de canne, il y a deux ans.

MARTINIQUE

Les échecs scolaires : produit du colonialisme...

Les résultats des épreuves écrites du BE qui viennent d'être proclamés, sont comme pour la plupart des examens en Martinique, catastrophiques. A peine 5 % des candidats ont réussi et sont admis à passer l'oral ; ce qui signifie qu'en fin de compte un nombre infime de jeunes réussiront leur brevet.

Enseignants, inspecteurs et chefs d'établissement ont beau se plaindre à l'unanimité de la baisse du niveau des élèves au fil des années, ils n'en sont pas moins absolument incapables de l'expliquer et d'y remédier. La plupart du temps, ils accusent les élèves eux-mêmes de paresse et les parents de négligence et d'indifférence.

Quant au recteur Doumenge, il n'y va pas par 4 chemins. Il en fait porter la responsabilité sur les enseignants martiniquais eux-mêmes qu'il traite "d'incapables".

Mais ce pourcentage d'échecs scolaires, considérable, n'a rien de mystérieux. Il est le fruit de la politique coloniale aux Antilles qui fait que la jeunesse, diplômée en poche ou pas, n'a ni espoir ni perspective d'avenir, si ce n'est le chômage ou l'exil en France. Il est également la conséquence directe des conditions déplorables dans lesquelles le gouvernement colonialiste français organise l'enseignement aux Antilles : manque de locaux, manque d'enseignants, manque de places, manque de tout...

Inadaptation des programmes et cherté des études : voilà quelques-unes des véritables raisons des échecs scolaires aux Antilles.

EDITORIAL

(suite)

qui, quel parti, se chargerait de mener campagne pour l'autodétermination puisque le droit à l'autodétermination n'est pas d'emblée reconnu, mais nécessite pour l'être qu'une majorité le réclame ?

ce n'est certainement pas le PS lui-même, car il se dit partisan du maintien du statu quo. Non pas que l'autodétermination en elle-même le gênerait car l'on peut très bien vouloir l'autodétermination et être dans le même temps partisan du statut actuel, c'est du reste la position présente du PS, mais l'on imagine mal ce parti prendre la responsabilité de se battre pour un droit auquel il fixe d'emblée des limites : celles précisément de se séparer complètement de la France.

En réalité, ces déclarations de Vivien sont purement électoralistes. Elles visent en fait à faire plaisir à tous les partis du programme commun et à faciliter la victoire de la gauche en mars 1978. Les différents partis communistes et le PPM sont pour l'autonomie, ils y trouvent leur compte puisque le PS envisage la possibilité d'élaboration d'un nouveau statut. La majorité des PS locaux sont pour le maintien du statut actuel, alors le PS leur donne également satisfaction en ne s'engageant pas à réclamer un nouveau statut. Dans tout cela, une seule chose, et la principale, est oubliée volontairement : l'intérêt général des populations des DOM-TOM et en particulier celui des travailleurs et des couches les plus pauvres.

Echos du secteur sucrier (Gpe)

USINES : ENCAGER L'ACTION POUR DE VÉRITABLES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

A l'initiative de la confédération (CGTG) chacune des usines, à l'exception de Marie-Galante, a organisé la semaine dernière une assemblée générale des travailleurs. Il s'agissait pour l'essentiel de discuter du fait que jusqu'à cette date, les patrons n'ont toujours pas répercuté les augmentations du SMIC des mois d'avril et de juin sur les salaires des ouvriers industriels.

Dans leur grande majorité les travailleurs se sentent p-êts à agir, en particulier à Grosse-Montagne. Seulement tout ce que la confédération leur a proposé c'est d'écrire aux patrons afin d'obtenir une réunion de la commission paritaire.

Il y a fort à parier que ces derniers feront la sourde oreille jusqu'à la fin de la récolte qui est certainement très proche. Si les travailleurs veulent obtenir satisfaction même sur ce seul point, il leur faut se battre. Et dans ce cas ce n'est point 4,4 % d'augmentation qu'il faudrait réclamer, mais bien plus, au moins 2200 F pour les salaires les plus